



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

**DIRECTION INTERREGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE PARIS**

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES

Unité du suivi financier des opérations

Affaire suivie par : Léa PERYAGH
Léa.peryagh@justice.fr
01.87.36.75.40

A Fresnes, le 10/07/2025

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE ET DE NON DIVULGATION

Localisation : CSL Corbeil – MA Osny

Opération : Mise aux normes PMR

Les documents sont transmis à l'entreprise dans le cadre de la consultation en cours relative au projet cité en objet.

Article 1 GENERALITES

Le Titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble des obligations définies dans tous les articles par ses collaborateurs, société-mère, filiales, sous-traitants et cotraitants éventuels.

ARTICLE 2 – CONFIDENTIALITE DES ECHANGES DANS LE CADRE DE L'OPERATION

Les parties s'engagent à ne divulguer aucune des informations relatives à ce marché et quelques échanges qui soient avant et durant son exécution et à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi après son exécution, tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de la DISP.

Le Titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité. Les parties s'engagent au respect de l'obligation de confidentialité par les personnes à qui la diffusion de l'information est expressément autorisée.

Pour les échanges de fichiers par messagerie ou sur supports amovibles comportant des informations sensibles entre le Titulaire et la DISP, entre le Titulaire et les sous-traitants ou encore entre les personnels du Titulaire, il est fait usage d'un outil permettant de protéger ces informations lors de leur manipulation ou stockage. Le choix de l'outil de chiffrement est effectué par les services de la DISP au démarrage de la prestation (ex : « RESANA », « ATLAS – Crypt and Share » ...).

ARTICLE 3 – CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Les supports informatiques fournis par la DISP au titre du présent marché, et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de la DISP.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 et suivants et 226-16 et suivants du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

1. Ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
2. Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
3. Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
4. Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des

fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché ;

5. Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;

6. Et en fin de marché à :

- Procéder à la destruction de tous fichiers matérialisés ou dématérialisés stockant les informations saisies.

Ou à :

- Restituer intégralement les supports d'informations à la DISP.

Le Titulaire a le devoir d'informer sans délai l'Administration de toute difficulté dans l'application de ces mesures, de fuite ou de suspicion de fuite d'informations sensibles qu'il rencontre ou constate.

La DISP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

La DISP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Le titulaire

Date, Cachet et signature

Nom et fonction du représentant

Apporter la mention « lu et approuvé »